



Eurobaromètre Standard 76

**L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE
Automne 2011**

RAPPORT NATIONAL

BELGIQUE

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en Belgique.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 76 / Automne 2011 – TNS Opinion & Social

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

I. LES BELGES, L'AVENIR DE L'UNION EUROPEENNE ET LA SORTIE DE LA CRISE

- 1.1. Les objectifs Europe 2020 : l'UE, trop ambitieuse ou trop modeste ?
- 1.2. Les priorités de l'Union européenne pour chacune des initiatives
- 1.3. L'Union européenne va-t-elle dans la bonne direction pour sortir de la crise ?

II. LES BELGES ET L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS EUROPEENNES

- 2.1. Le niveau d'information sur les questions européennes
- 2.2. Parle-t-on assez de l'UE ?
- 2.3. Une information trop positive, objective ou négative ?
- 2.4. Les sources d'information des Belges

CONCLUSION

RESUME

Les Belges : l'Europe est trop modeste pour l'éducation et la lutte contre la pauvreté

A l'horizon de 2020, l'Europe devrait faire beaucoup plus pour l'éducation – la formation continue – et la lutte contre la pauvreté.

C'est ce que disent et pensent bien plus de Belges que d'autres Européens dans la nouvelle enquête d'opinion "Eurobaromètre" qui vient d'être publiée. Cette enquête a été menée entre le 5 et le 15 novembre 2011.

Par rapport à la moyenne européenne (17 %), les Belges sont 45 % à estimer les objectifs de l'Union européenne en matière d'éducation à l'horizon de 2020 comme trop modestes. Seuls les Danois (47 %) et les Suédois (69%) sont plus "sévères" encore.

Quant à l'objectif de réduire, d'ici 2020, de 25 % le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté, les Belges se distinguent également en comparaison des autres citoyens Européens: ils sont 38 % à trouver cet objectif trop modeste (moyenne UE : 25 %).

Les Belges veulent plus d'économie verte

Les Belges sortent également du lot pour ce qui est des opportunités de l'économie verte : ils sont 35 % (moyenne UE : 31 %) à dire que l'industrie européenne devrait profiter un maximum des opportunités d'une économie plus respectueuse de l'environnement. Et ils sont également devant la moyenne européenne (46 % contre 40 %) pour réclamer de l'Union, toujours à l'horizon de 2020 un recours plus important aux sources d'énergie renouvelables.

Sortie de crise : Belges plus critiques

Si au printemps de 2011, près d'un Belge sur deux (46 %) estimait que l'Union allait dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux, ils sont désormais 35 % à dire le contraire (contre 24 % au printemps). Au niveau de l'UE, la moyenne des "mécontents" est de 31 %.

Les Belges : mal informés sur les affaires européennes

Le sondage aboutit également à un paradoxe : si 75 % des Belges s'estiment mal informés sur les politiques européennes, ils sont 64 % à juger que l'information diffusée - surtout à la télévision – est suffisante ! Quand on leur demande quel média ils privilégient pour l'information sur l'Europe, les Belges plébiscitent très majoritairement la télévision : 86 % pour le "petit écran" contre 66 % pour la radio. La radio reste toutefois un vecteur d'information important en Belgique par rapport à la moyenne européenne (51 %).

Médias sociaux boudés par les Belges

Si, en moyenne, 7 Belges sur 10 jugent que les informations européennes distillées par la télévision, la radio et les journaux sont objectives, le sondage révèle un autre phénomène qui mérite une mention spéciale. En effet, près de 4 Belges sur 10 ne sont pas du tout convaincus que les réseaux sociaux sont utiles comme moyen d'information politique ! Ils occupent de loin la première place au "hit-parade" européen à être de cet avis.

INTRODUCTION

C'est entre le 5 novembre et le 20 novembre 2011 que la vague automnale de l'Eurobaromètre Standard 76.3 a été réalisée en Belgique. Au moment de l'enquête, la situation politique belge est toujours tendue puisqu'aucun accord gouvernemental n'a été trouvé ; les Belges devant toujours se satisfaire d'un gouvernement en affaires courantes depuis l'été 2010. Si la question de l'indexation des salaires est à l'ordre du jour, c'est avant tout la formation gouvernementale et les questions budgétaires qui monopolisent l'actualité sur la scène politique belge. En effet, au moment de l'enquête, les représentants des six partis qui négocient la formation d'un gouvernement fédéral réunis autour du formateur Elio Di Rupo (PS) travaillent à un accord sur le budget 2012. Début novembre, la Commission européenne a fermement rappelé la Belgique à ses devoirs budgétaires, lui enjoignant de présenter des mesures pour la mi-décembre et la menaçant de sanctions. Les partis s'accordent à ce moment sur le chiffre de 11,3 milliards d'euros à trouver au fédéral pour maintenir le budget de l'Etat à 2,8 pc de déficit, comme le prévoit le Programme de stabilité transmis par la Belgique à l'Europe. Mais l'austérité est également de mise au niveau européen puisque le 19 novembre les gouvernements des 27 Etats de l'UE et le Parlement européen sont parvenus à s'entendre pour limiter les dépenses à 129 milliards d'euros en 2012, mettant le budget communautaire au diapason de la rigueur imposée à l'Europe par la crise financière. Par ailleurs, la crise financière aura eu des effets politiques importants puisque ce sont les gouvernements grec du premier ministre Georges Papandréou et italien de Silvio Berlusconi qui tombent à seulement quelques jours d'intervalle. Après un an et demi de soubresauts autour de l'euro et des dettes publiques, les sommets européens se succèdent toujours et imaginent des dispositifs pour aider les pays de la zone euro qui ont des difficultés à financer leur dette publique sur les marchés.

Comme cela est le cas lors de chaque vague de l'Eurobaromètre Standard, les citoyens ont tout d'abord été invités à s'exprimer quant à leur situation personnelle, puis en ce qui concerne la situation socio-économique dans leur pays et à l'échelle européenne. Ils ont fait part de leurs attentes à moyen terme, au niveau personnel, mais aussi à l'égard de la situation de leur pays et de l'Union. Ils ont ensuite dit comment ils perçoivent l'Union européenne. Une place importante est laissée à l'information sur les questions européennes. Dans un contexte marqué par les effets de la crise financière et économique et de la mondialisation des échanges, un part importante de l'enquête porte sur ces questions amenant tour à tour les répondants belges à considérer ces deux questions et à évaluer les mesures prises. Au terme de l'enquête, après avoir dressé un rapide bilan de l'évolution de la construction européenne, les personnes interrogées ont défini les priorités qu'ils souhaiteraient voir les institutions européennes adopter à l'avenir et se sont prononcés en particulier sur les objectifs de la stratégie *Europe 2020*. Le présent rapport ne couvrira que les sujets liés à la stratégie "Europe 2020" et à l'information sur les questions politiques européennes. Les autres résultats ont déjà été

publiés en ligne le 22 décembre 2011 et sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb76/eb76_en.htm

Les diverses opinions recueillies en Belgique auprès de 1028 personnes sont exposées de manière comparée dans le rapport qui suit. Ce faisant, des références sont faites aux résultats obtenus à l'échelle européenne ainsi qu'à ceux enregistrés précédemment en Belgique, notamment lors de la vague 75.3 (printemps 2011) afin de mesurer d'éventuelles évolutions. Les principales tendances émergeant lors de l'analyse des opinions sont consignées dans la conclusion du rapport qui fait office de résumé. Une présentation par slides est également disponible dans un document séparé. En annexes du rapport, les spécifications techniques relatives à l'enquête ainsi qu'un exemplaire du questionnaire utilisé sont mis à la disposition du lecteur.

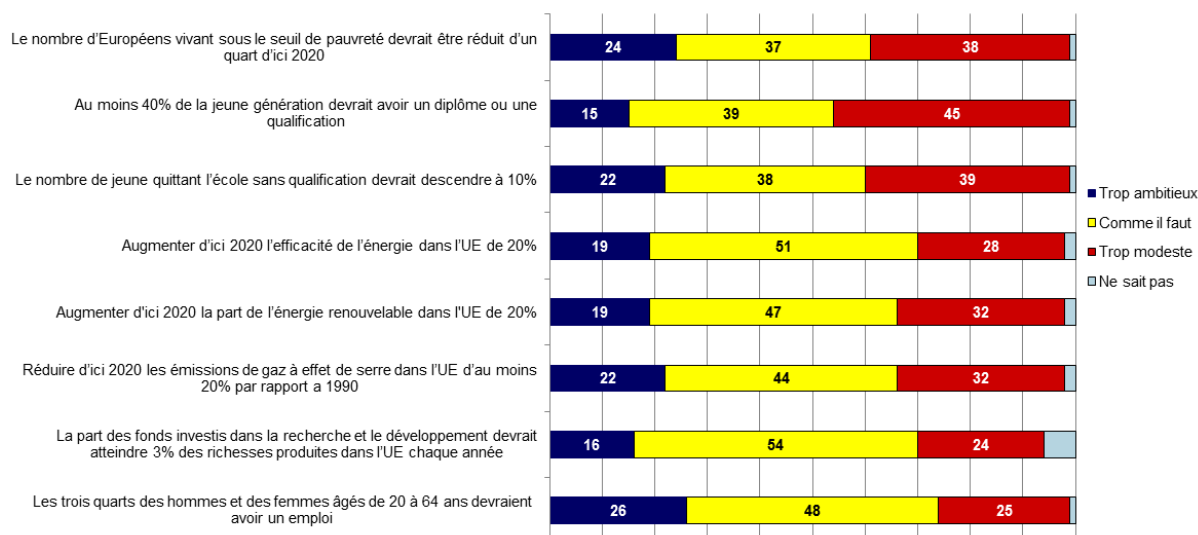
I. LES BELGES, L'AVENIR DE L'UNION EUROPEENNE ET LA SORTIE DE LA CRISE

- Les Belges considèrent l'UE trop modeste pour l'éducation et la lutte contre la pauvreté
- Les Belges veulent plus d'économie verte
- Sortie de crise : les Belges sont plus critiques quant à la direction prise par l'UE

1.1. Les objectifs Europe 2020 : l'UE, trop ambitieuse ou trop modeste ?

En vue de façonner sa stratégie Europe 2020 et de mesurer ses résultats, la Commission européenne s'est fixé un certain nombre d'objectifs spécifiques à atteindre d'ici 2020.

QB2.1-8 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



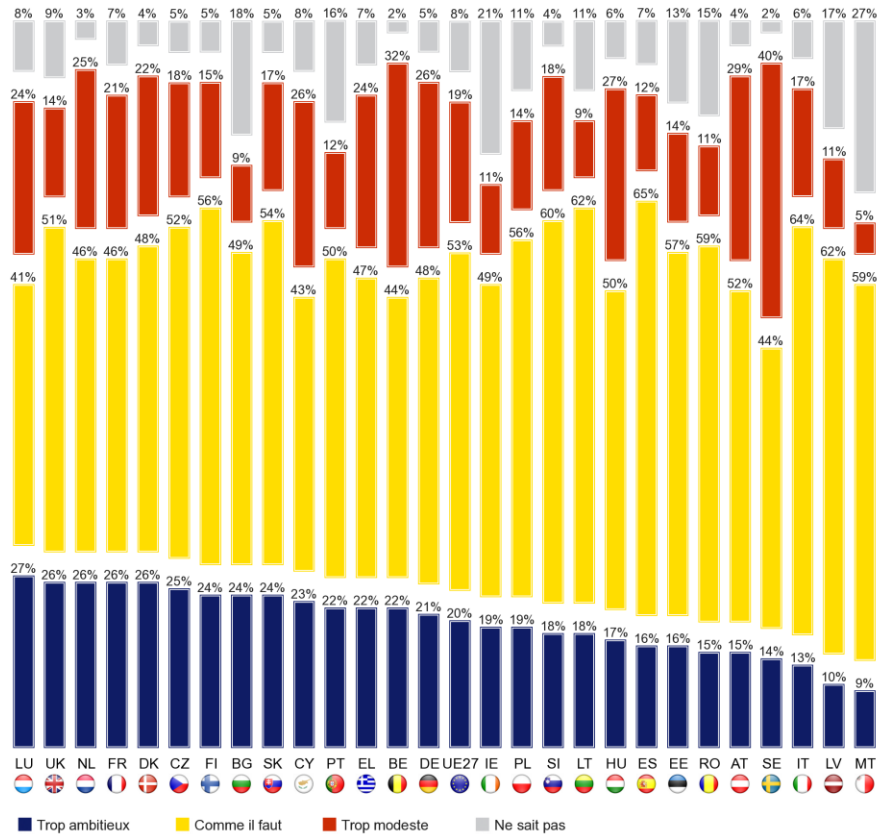
Globalement, les Belges sont beaucoup toujours moins nombreux que la moyenne européenne à estimer les huit objectifs de la stratégie Europe 2020 réalistes, en les qualifiant de « comme il faut ». Cette proportion de réponses « comme il faut » s'échelonne de 37% pour l'objectif concernant la réduction d'un quart du nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté (UE27 : 49%) à 54% pour l'objectif selon lequel la part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année (UE27 : 55%).

Pour les objectifs proposés, les Belges sont systématiquement plus nombreux (entre 7% et 17%) que la moyenne européenne à qualifier les objectifs à atteindre de « trop modestes ». Une

analyse plus détaillée des réponses révèle **que les priorités liées à l'environnement sont jugées en particulier comme « trop modestes » pour les Belges.**

QB2.3. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990

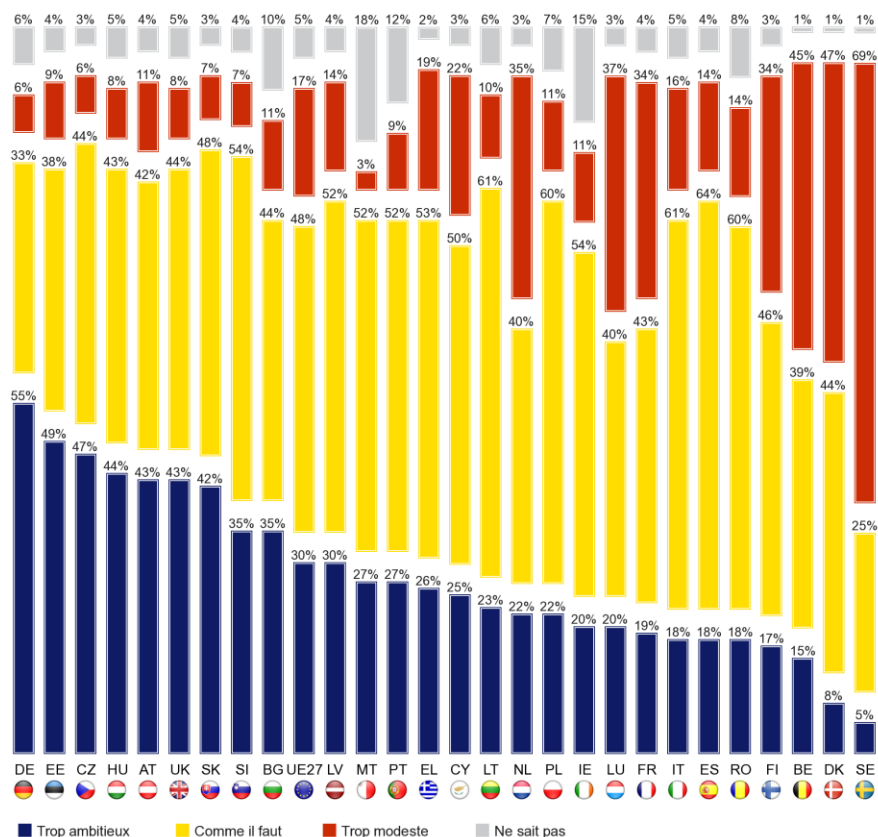


Ainsi, 32% des répondants belges estiment que réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 et augmenter la part de l'énergie renouvelable dans l'Union européenne de 20% d'ici à 2020 sont des objectifs « trop modestes » (UE 27 : 19%). Les répondants belges figurent donc parmi les premiers grands défenseurs de l'environnement à côté des Suédois (respectivement 40% et 37%). Dans le même ordre d'idée, 28% des sondés en Belgique affirment qu'une augmentation de l'efficacité énergétique de 20% est « trop modeste » (UE27 : 16%).

Enfin, en ce qui concerne l'éducation et la pauvreté, les répondants belges se montrent là aussi très largement insatisfaits par les mesures proposées par leur Union qu'ils jugent massivement comme « trop modestes ».

QB2.7. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification

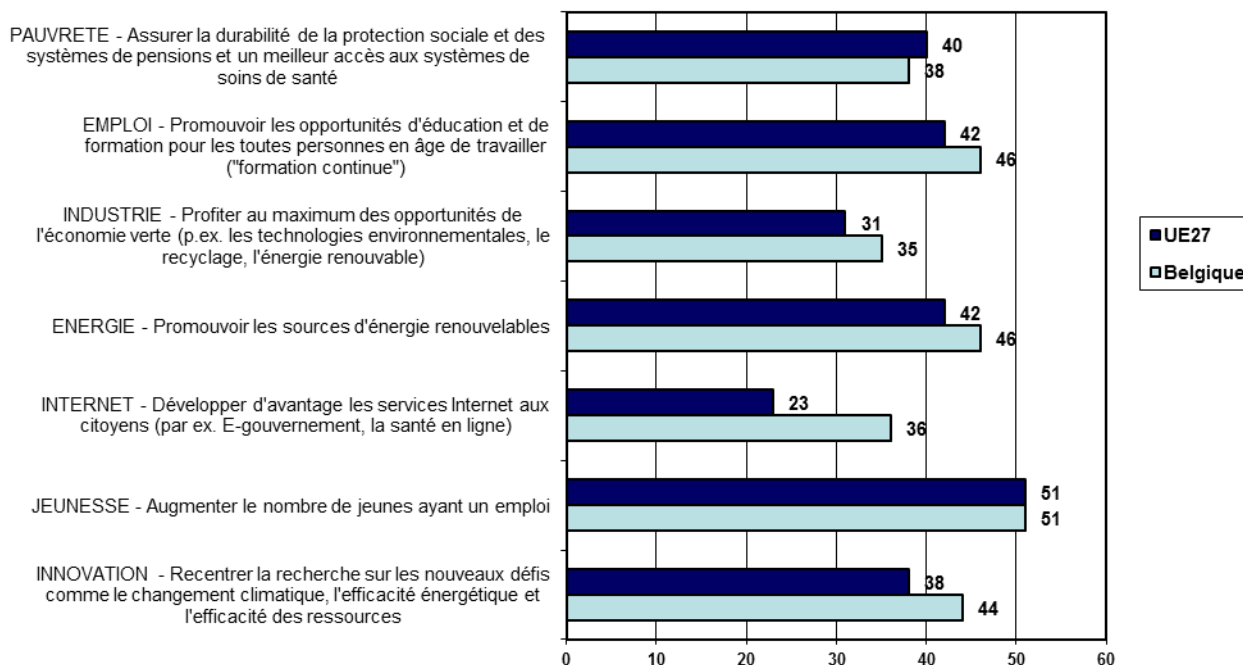


En effet, les objectifs selon lesquels le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10% et qu'au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification ne satisfont pas respectivement 39% et 45% des Belges, enregistrant là les plus gros écarts avec la moyenne européenne (UE27 : 27% et 17%). Un écart similaire est également noté quant à la réduction d'un quart d'ici 2020 du nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté que 38% des Belges évaluent comme insuffisant (UE27 : 25%).

1.2. Les priorités de l'Union européenne pour chacune des initiatives

Comme cela avait été le cas lors de la précédente enquête, on a demandé aux Belges de définir les priorités de l'Union européenne pour chacune des initiatives phares de la stratégie *Europe 2020* à savoir l'innovation, la jeunesse, Internet, l'énergie, l'emploi et la formation, l'industrie et la lutte contre la pauvreté. Pour chacune de ces initiatives, les Belges ont été interrogés sur les politiques qui devraient être prioritaires. Dans le graphique ci-dessous, nous analysons les résultats pour la première priorité citée par les répondants belges (première réponse) pour chacun de ces sept secteurs.

QB3a-QB9a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'Union européenne dans le domaine de l'innovation / les jeunes / Internet / l'énergie / l'industrie / les emplois et les compétences / la pauvreté ? Premièrement ?



Interrogés sur ce qui devrait être la priorité de l'UE en matière d'innovation, d'énergie et d'industrie, les Belges plébiscitent les priorités liées au développement des énergies renouvelables. Ainsi, dans le domaine de l'innovation, 44% des répondants belges citent comme première réponse le recentrage de la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources (UE27 : 38%)¹. Dans la définition des priorités de l'Union européenne quant à sa politique énergétique, la promotion des sources d'énergie renouvelables est considérée comme prioritaire par 46% des Belges devant très nettement la moyenne européenne (40%)². De même, appelés à définir les priorités de l'Union pour sa politique industrielle, 35% des Belges plaident à nouveau pour l'option environnementale en appelant l'UE à profiter au maximum des opportunités de l'économie verte (p. ex. les technologies environnementales, le recyclage, l'énergie renouvelable) (UE27 : 31%)³.

Par ailleurs, les répondants belges se distinguent de leurs concitoyens européens lorsqu'il leur est demandé de définir les priorités en ce qui concerne internet. Si les Européens considèrent l'extension du haut débit comme prioritaire (UE27 : 33% ; Belgique : 32%), 36% des répondants belges citent le développement des services Internet aux citoyens (p.ex. E-gouvernement, la santé en ligne) comme première priorité (UE27 : 23%)⁴. **Enfin, les répondants belges placent l'éducation par la formation continue (46%, UE27 : 42%) au cœur des priorités liées à l'emploi.**

¹ QB3a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE dans le domaine de l'innovation ? Premièrement ? Recentrer la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources ; encourager la coopération entre les chercheurs ; ou attribuer plus d'aide financière à la recherche.

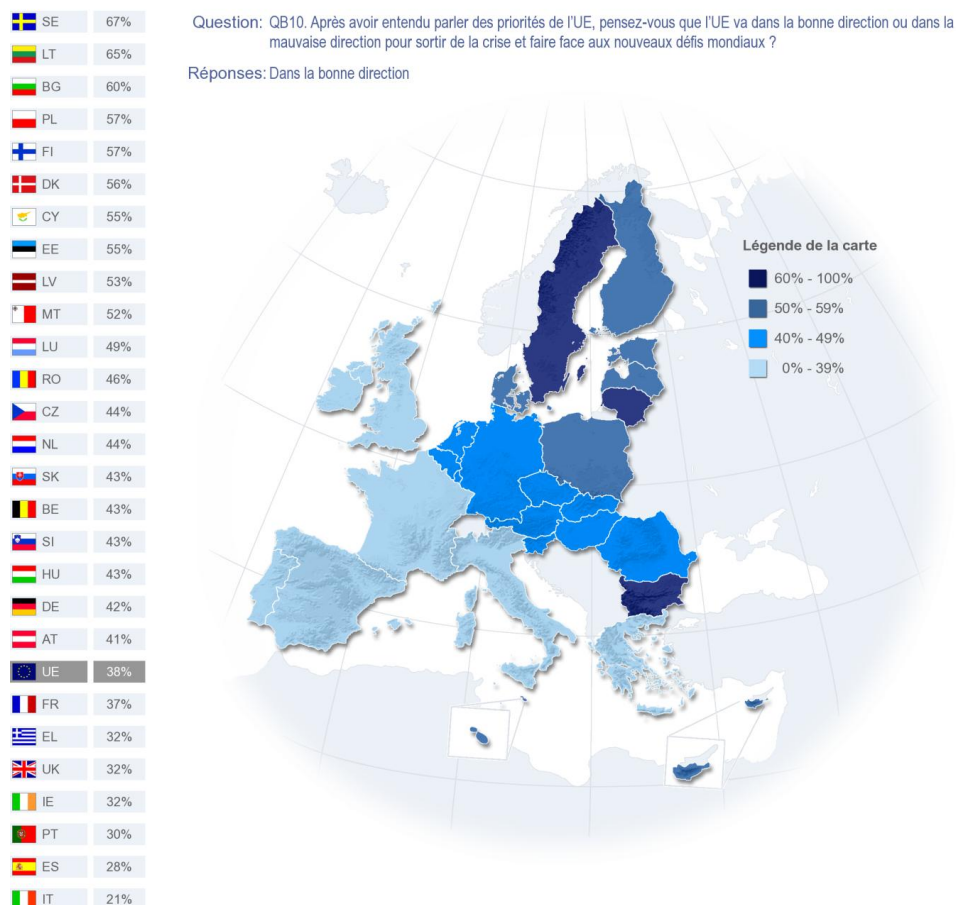
² QB6a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'énergie ? Premièrement ? Diminuer le taux d'émission de carbone (CO2) dans le secteur du transport ; attribuer une aide financière aux petites entreprises et aux ménages pour rendre leur consommation d'énergie plus efficace ; ou promouvoir les sources d'énergie renouvelables.

³ QB7a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'industrie ? Premièrement ? Modifier la réglementation pour faciliter le lancement et la gestion d'une entreprise, en particulier pour les petites et moyennes entreprises ; restructurer les industries en difficulté ; ou profiter au maximum des opportunités de l'économie verte (p.ex. les technologies environnementales, le recyclage, l'énergie renouvelable).

⁴ QB5a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'Internet ? Premièrement ? Développer d'avantage les services Internet aux citoyens (p.ex. E-gouvernement, la santé en ligne) ; augmenter la confiance des

1.3. L'Union européenne va-t-elle dans la bonne direction ?

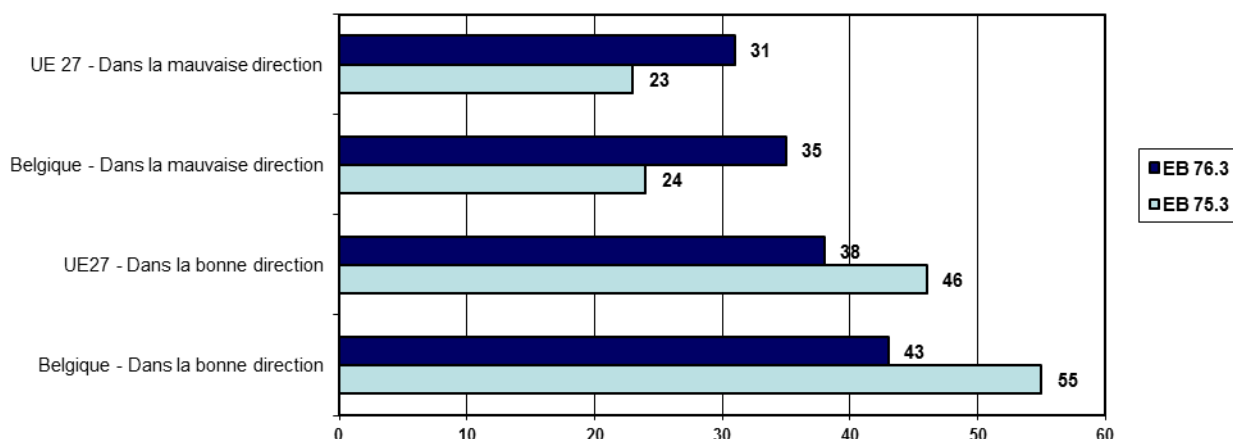
Une fois ces priorités évoquées dans le cadre de l'enquête, 43% des Belges considèrent que l'Union européenne « va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux », dépassant très légèrement la moyenne européenne (UE27 : 38 %).



A l'inverse, **35% des répondants belges (UE27 : 31%) estiment qu'elle va dans la mauvaise direction**. Un Belge sur cinq (18%, UE27 : 20%) déclare que l'Union Européenne ne va « ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction » et 4% seulement des Belges interrogés n'expriment pas d'opinion. Ce sont donc au total 22% des Belges contre 31% Européens qui ne prennent pas position sur cette question. Comparativement, l'absence de positionnement est donc relativement faible en Belgique.

En particulier, **il faut noter que, depuis le printemps 2011, la tendance est très nettement à une plus grande critique en Belgique**. Les évaluations positives perdent du terrain (-12 points, UE27 : - 8 points) alors que les opinions négatives augmentent tout aussi nettement (+11 points ; UE27 : + 8 points).

QB10 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'Union européenne va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



Enfin, les clivages sociaux jouent un rôle important dans la structuration des opinions sur la direction suivie par l'Union pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux. **Ainsi les Belges sont d'autant plus enclins à considérer que l'Union européenne va dans la bonne direction qu'ils sont diplômés, qu'ils occupent une bonne position dans la stratification sociale, objective et subjective, et qu'ils n'éprouvent pas ou peu de difficultés financières.**

QB10 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'Union européenne va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (spontané)	Ne sait pas
Belgique	43%	35%	18%	4%
Age de fin d'études				
15-	38%	39%	17%	6%
16-19	40%	39%	18%	3%
20+	46%	31%	18%	5%
Toujours étudiant	51%	28%	18%	3%
Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	43%	39%	17%	1%
Cadres	45%	36%	19%	-
Autres employés	38%	40%	17%	5%
Ouvriers	45%	33%	18%	4%
H. / F. au foyer	26%	46%	20%	8%
Chômeurs	32%	46%	21%	1%
Retraités	43%	28%	18%	5%
Etudiants	51%	28%	18%	3%
Auto positionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	33%	40%	21%	6%
Moyen (5-6)	41%	36%	19%	4%
Haut (7- 10)	49%	33%	15%	3%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	33%	38%	22%	7%
De temps en temps	36%	41%	17%	6%
Pratiquement jamais	47%	32%	18%	3%

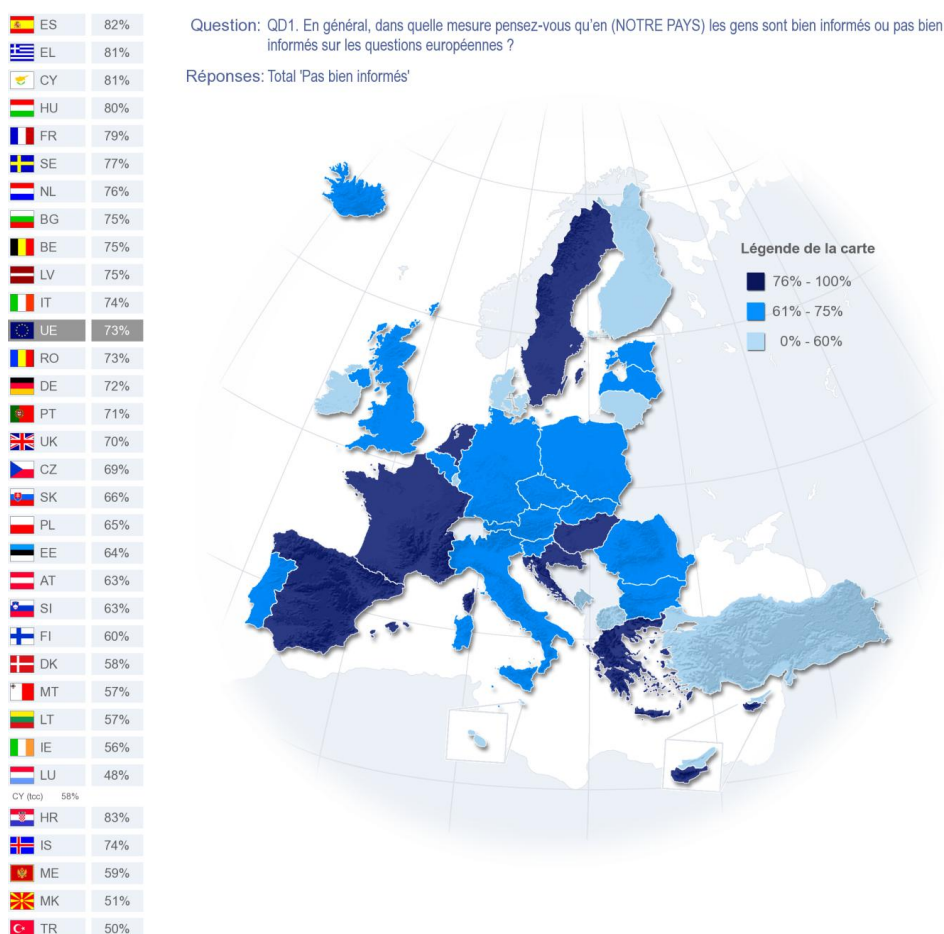
En effet, si 46% des répondants belges ayant poursuivi leurs études après 19 ans, 49% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale et 47% des répondants n'éprouvant pratiquement jamais des difficultés à payer leurs factures jugent que l'Union va « dans la bonne direction », ces pourcentages chutent à 38% parmi ceux qui ont arrêté leurs études avant 16 ans, 33% parmi ceux déclarent avoir la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures et 33% parmi les répondants qui se classent en bas de l'échelle sociale.

II. LES BELGES ET L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS EUROPEENNES

- Les Belges se disent mal informés sur les affaires européennes malgré une information jugée suffisante et objective
 - La télévision et la radio restent les medias privilégiés alors que les medias sociaux sont boudés par les Belges

2.1. Le niveau d'information sur les questions européennes

A la seule exception du Luxembourg où seulement 48% des répondants estiment que les habitants de leur pays ne sont pas bien informés sur les questions européennes, le constat d'une mauvaise information de la population sur ces sujets concerne une majorité absolue de répondants dans tous les pays de l'Union.



Comme leurs concitoyens européens, **les Belges attestent d'un sentiment de mauvaise information sur les questions politiques européennes, tant à l'échelle de leur pays qu'au niveau individuel.** Sondés à l'automne 2011, trois quarts des Belges (75%, UE27 : 73%) considèrent que *les citoyens de leur pays* sont mal informés sur les questions européennes⁵. Au niveau individuel, deux tiers des Belges (68%, UE27 : 66%) avouent être mal informés sur les questions européennes, contre 32% qui se déclarent à l'inverse bien informés⁶.

⁵ QD1. En général, dans quelle mesure pensez-vous que dans votre pays les gens sont bien informés ou pas bien informés sur les questions européennes ?

⁶ QD2. Et en général, dans quelle mesure pensez-vous être bien informé(e) ou pas sur les questions européennes ?

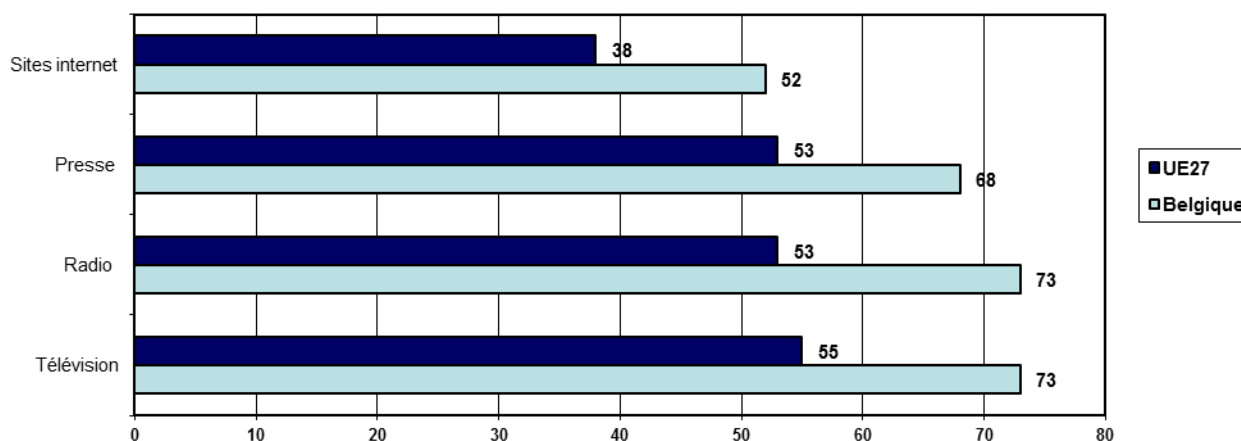
2.2. Parle-t-on assez de l'UE ?

Paradoxalement, si les répondants belges ont très majoritairement le sentiment d'être mal informés sur les questions européennes, **ils considèrent dans le même temps l'information dispensée comme « suffisante » quel que soit le support médiatique considéré**. 64% des répondants belges estiment que la télévision belge parle suffisamment de l'Union européenne (UE27 : 54%), 27% jugeant qu'elle en parle trop peu (UE27 : 28%) et 6% qu'elle en parle trop (UE27 : 11%). En ce qui concerne la quantité d'information diffusée par les radios nationales, elle est jugée suffisante par 60% des répondants ayant pris part à l'enquête belge (UE27 : 48%). La quantité d'information sur l'UE qu'on peut trouver dans la presse apparaît suffisante pour 66% des répondants (UE27 : 55%) alors que celle figurant sur internet ne satisfait que 54% d'entre eux (UE27 : 41%). Les évolutions de cet indicateur par rapport à la vague précédente réalisée au printemps 2011 sont significatives. **La proportion de répondants belges jugeant la quantité d'information sur l'Union européenne suffisante est en progression quel que soit le média considéré** : un gain de 7 points pour la télévision (UE27 : +4), de 8 points pour la radio (UE27 : +5), de 2 points pour la presse (UE 27 : +2) et de 4 points pour les sites internet (UE27 : +3). Ce changement s'explique sans doute par la médiatisation et la politisation croissantes des questions européennes dans le contexte particulier de la crise financière. **Néanmoins, cette présence plus marquée de l'Union européenne dans les médias ne va pas de pair avec une baisse du sentiment de mauvaise information sur les questions européennes.**

2.3. Une information trop positive, objective ou négative ?

L'information délivrée par les médias nationaux belges sur l'Union européenne paraît objective pour une majorité des répondants belges. Trois belges sur quatre font ainsi ce constat pour la télévision et la radio, plaçant la Belgique respectivement à la première et la seconde position en ce qui concerne l'évaluation de l'objectivité du traitement de l'information sur les questions européennes. 68% des répondants font également ce constat pour la presse (UE27 : 53%) et 52% considèrent que les sites internet parlent objectivement de l'Union.

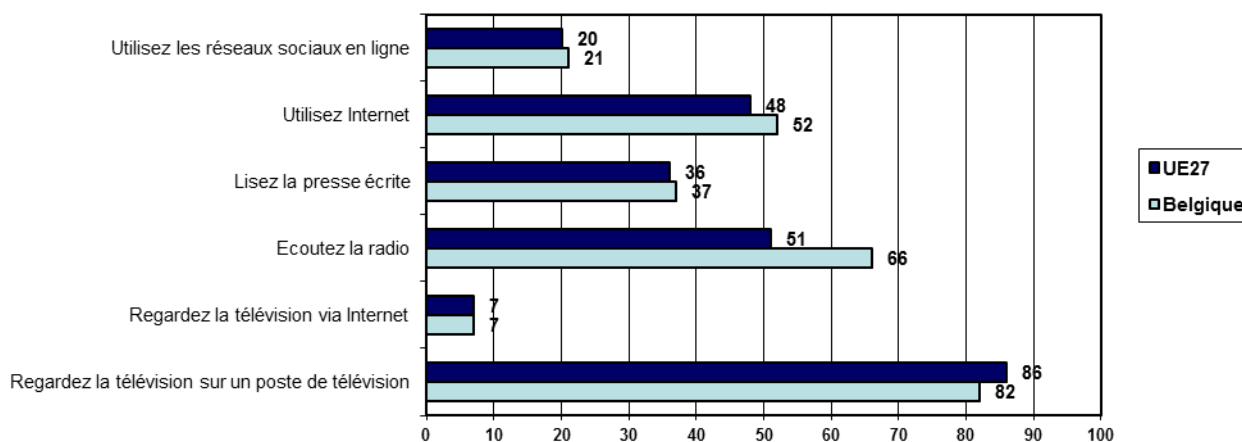
QD11.1-4 Pensez-vous que la(les) ... (NATIONALITE) parle(nt) de l'UE de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ? De façon objective.



2.4. Les sources d'information des Belges

La fréquence d'utilisation des différents médias montre que la télévision reste le média privilégié des répondants Belges (86%, UE27 : 82%). La radio occupe également une place de choix dans l'utilisation des médias en Belgique (66%, UE27 : 51%).

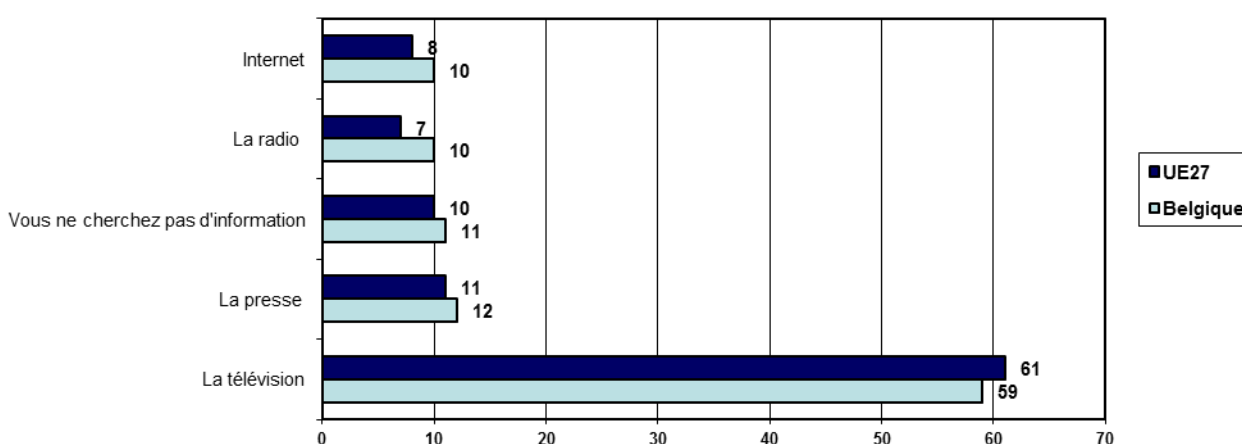
QD3.1-6. Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous ... ? 1. Regardez la télévision sur un poste de télévision ; 2. Regardez la télévision via Internet ; 3. Ecoutez la radio ; 4. Lisez la presse écrite ; 5. Utilisez Internet ; 6. Utilisez les réseaux sociaux en ligne. Réponse : tous les jours ou presque.



Si l'utilisation des réseaux sociaux ne concerne qu'une minorité de belges (20%, UE27 : 27%), cela peut s'expliquer pour partie par le fait que les réseaux sociaux pâtissent d'une image relativement négative en Belgique. **Les répondants belges sont les moins convaincus de l'utilité et de la modernité de ces réseaux comme moyen d'information politique.** En effet, les répondants belges sont les plus nombreux au niveau européen (1^{er} pays européen) à ne pas être d'accord avec les propositions suivantes : les réseaux sociaux en ligne sont un moyen moderne de rester au courant des affaires politiques (38%, UE27 : 24%) ; les réseaux sociaux en ligne sont un bon moyen de maintenir l'intérêt des gens pour les affaires politiques (37%, UE27 : 23%) ; les réseaux sociaux en ligne sont un bon moyen de dire ce qu'on pense des questions politiques (36%, UE27 : 23%).

Appelés à dire quelle est leur première source d'information sur les questions européennes, 59% des répondants belges citent la télévisions (UE27 : 61%) très loin devant la presse (12%, UE27 : 11%), la radio (10%, UE27 : 7%) et Internet (8%, UE 27 : 10%). **Les actualités télévisées restent donc le principal moyen d'information des citoyens belges sur les affaires politiques européennes.**

QD5a Quelle est votre principale source d'information à propos des affaires politiques européennes ?
Premièrement ?



Il faut cependant noter que 11% des répondants en Belgique (UE27 : 10%) déclarent spontanément ne pas chercher d'information à propos des affaires politiques européennes ; cette catégorie enregistrant une nette augmentation de 6 points depuis le printemps 2011 (UE27 : +3).

CONCLUSION

Les principaux enseignements qui émergent à l'issue de l'enquête Eurobaromètre Standard réalisée en Belgique à l'automne 2011 sont les suivants :

- **Les objectifs de l'Union européenne sont jugés « trop modestes » en particulier en ce qui concerne l'éducation et la lutte contre la pauvreté**

Dans une situation marquée par la crise économique et financière, les répondants belges sont plus nombreux (de 7 à 17%) que la moyenne européenne à considérer les objectifs de la stratégie *Europe 2020* comme « trop modestes ». Cette opinion « trop modeste » est même dominante pour les objectifs liés à la l'éducation (45% et 39 %, UE27 : 27% et 17%) et la lutte contre pauvreté (38%, UE27 : 25%). Seuls les Suédois sont plus sévères encore pour ces deux objectifs (respectivement 69% et 44%). Dans le même ordre d'idée, les répondants belges placent l'éducation par la formation continue (46%, UE27 : 42%) au cœur des priorités liées à l'emploi.

- **Les Belges veulent plus d'économie verte**

Les répondants belges se caractérisent par de fortes demandes environnementales et en particulier en termes d'énergies renouvelables. Ils sont 35% (UE27 : 31%) à dire que l'industrie européenne devrait profiter un maximum des opportunités d'une économie plus respectueuse de l'environnement. Ils sont également devant la moyenne européenne (46%, UE27 : 40%) pour réclamer de l'Union, toujours à l'horizon de 2020 un recours plus important aux sources d'énergie renouvelables.

- **La sortie de crise : les Belges plus critiques quant à la direction prise par l'UE**

Si 43% des Belges considèrent que l'Union européenne « va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux » (UE27 : 38 %), ils sont 35% (UE27 : 31%) à estimer qu'elle va dans « la mauvaise direction ». En particulier, il faut noter que, depuis le printemps 2011, la tendance est très nettement à une plus grande critique en Belgique. Les évaluations positives perdent du terrain (-12 points, UE27 : - 8 points) alors que les opinions négatives augmentent tout aussi nettement (+11 points ; UE27 : + 8 points).

- **Les Belges : mal informés sur les affaires européennes malgré une information jugée objective et suffisante**

Comme leurs concitoyens européens, les Belges attestent d'un sentiment de mauvaise information sur les questions politiques européennes, tant à l'échelle de leur pays qu'au niveau individuel (respectivement 75%, UE27 : 73% ; 68%, UE27 : 66%). Paradoxalement, si les répondants belges ont très majoritairement le sentiment d'être mal informés sur les questions européennes, ils considèrent dans le même temps l'information dispensée comme « suffisante » quel que soit le support médiatique considéré. Par ailleurs, l'information délivrée par les medias nationaux belges sur l'Union européenne est jugée objective pour une majorité des répondants belges quel que soit le media considéré. La présence plus marquée de l'Union européenne dans les medias et l'objectivité du traitement de l'information ne vont donc pas nécessairement de pair avec une baisse du sentiment de mauvaise information sur les questions européennes.

- **La télévision et la radio privilégiés alors que les réseaux sociaux sont boudés par les Belges**

Alors que 86% des répondants belges déclarent regarder la télévision tous les jours ou presque (UE27 : 82%), la radio occupe également une place de choix dans l'utilisation des médias en Belgique (66%, UE27 : 51%). La première source d'information sur les questions européennes est pour 59% des répondants belges la télévision (UE27 : 61%) très loin devant la presse (12%, UE27 : 11%), la radio (10%, UE27 : 7%) et Internet (8%, UE 27 : 10%). Les actualités télévisées restent le principal moyen d'information des citoyens belges sur les affaires politiques européennes. Enfin, près de quatre Belges sur dix ne sont pas du tout convaincus que les réseaux sociaux sont utiles comme moyen d'information politique. Ils occupent de loin la première place au « hit-parade » européen à être de cet avis.